

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1214 du 4 novembre 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2014 | 33ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1214

**EDITORIAL** : Les rouges peints en vert  
pp.1-2

**CONJONCTURE** : Feuille de paie simplifiée  
ou falsifiée pp. 3-4

**ACTUALITES** : Le bateau de la CGT prend  
l'eau p. 4 - Collectivisation de la pro-  
priété immobilière p. 5 - Obama va-t-il  
tout perdre p. 5

**ACTUALITE LIBERALE** : pp. 6-7

**LU POUR VOUS** : p. 8

## Les rouges peints en vert

L'écologie fait la une de l'actualité. Au nom de l'écologie, les émeutes se multiplient ; on pourrait glisser de la jacquerie à la guerre civile.

Au nom de l'écologie, les « experts » du GIEC conçoivent les nouvelles réglementations que les Etats devront mettre en place l'an prochain à la Conférence de Paris sur le réchauffement climatique (COP 21).

Il est grand temps de rappeler qu'au nom de l'écologie, les Verts veulent en finir avec la mondialisation, le capitalisme, le marché et accessoirement avec les Américains. La poussée de l'écologie a correspondu à la chute du mur de Berlin. Les rouges se sont peints en vert.

Mais il est aussi grand temps de rappeler que les dangers réels qui menacent l'environnement peuvent être évités ou maîtrisés par le jeu de la propriété, du marché et de la coopération.

Certes, les prévisions apocalyptiques sur l'avenir de l'humanité sont anciennes. Malthus en a été le grand prophète dès la fin du 18ème siècle : l'homme est soumis aux lois de la nature. Si la population continue à croître, la nature, mère ingrate, condamnera les hommes à la faim, aux épidémies et aux guerres. Donc les naissances doivent être adaptées aux ressources disponibles. Il y avait d'ailleurs une dimension sociale (ou antisociale) dans l'analyse malthusienne : ce sont les pauvres, ceux qui sont dépourvus de tout, qui ont tendance à avoir des enfants qu'ils ne pourront pas nourrir. Voilà pourquoi il ne faudrait pas secourir les pauvres – ce qui fait de Malthus, relayé par Ricardo, l'ancêtre de Marx.

Le malthusianisme repose sur une anthropologie bien précise : l'homme destructeur, l'homme prédateur, l'homme immoral. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Il y a aussi l'idée que la terre domine l'homme, au contraire de ce qu'indique la Genèse qui rapporte l'ordre donné aux hommes par Dieu : « dominez la terre ».

Le malthusianisme réapparaît avec une belle vigueur dans les années 1950 ou la « société de consommation » a succédé aux restrictions et destructions de la guerre. Le Club de Rome, puis le rapport Meadows du MIT, disent : halte à la croissance économique qui gaspille les ressources naturelles, gaspillage d'autant plus coupable que la population se multiplie (image du nénuphar). Mais l'écologie devient réellement une arme politique à la conférence de Rio, en 1991. Elle réunit tous les nostalgiques de l'empire communiste détruit et, avec le concept de « développement durable », condamne la croissance économique bien sûr, mais aussi tous ceux qui en profitent au détriment du reste du monde et des générations futures : les gens et les nations riches qui consomment sans compter et n'hésitent pas à polluer, à faire disparaître espèces animales, essences végétales, pour satisfaire leur appétit de profit et de jouissance. Dès lors, l'antimondialisation se diffuse, les attaques contre le commerce, contre l'entreprise, contre la société de profit, se multiplient. Telle est la vraie filiation des manifestants de Notre Dame des Landes et de Sivens. Ils ont la sympathie des socialistes et de la gauche, tous s'accordant pour bloquer le système capitaliste, pour soumettre les choix individuels à l'intérêt collectif, pour réglementer, contrôler et planifier. Les mystiques célèbrent la déesse Gaïa, qui vaut bien le Dieu des chrétiens...

**« Les marchands de peur ont toujours fait recette »**

Malheureusement, les Verts ont aussi la sympathie de ceux qui ne sont ni malthusiens ni collectivistes, mais qui aiment la nature et Saint François d'Assise. Ils ignorent que l'être humain n'est pas celui qu'imaginent les Verts. Ils sont impressionnés par les travaux du GIEC, qui renaît de ses cendres après avoir été contraint au silence par la révélation de ses manipulations et de ses mensonges. Cette officine de gauchistes a non seulement exagéré les risques du réchauffement, mais a surtout incriminé l'être humain et la croissance économique.

En fait, l'être humain est capable de reconnaître et traiter les problèmes de l'environnement et de l'énergie. Les « ressources naturelles » n'existent que par la volonté et la gestion de la ressource fondamentale : le génie de l'être humain qui, dans son histoire, a relevé des défis majeurs. Défi de la faim : la terre peut nourrir dix milliards de personnes, grâce à la croissance économique, née de la créativité et de l'échange. Défi de la surpopulation : la croissance démographique a décéléré. Défi de l'environnement qui peut être préservé par le marché ou par des initiatives communautaires.

La propriété est la meilleure défense contre la dévastation : les fermes marines et le repérage électronique des bancs de poissons réparent les dégâts de la pêche sauvage. Les éléphants indiens domestiqués survivent tandis que les éléphants africains sans maîtres sont massacrés. Les plages privées sont propres, les plages publiques polluées. Les forêts exploitées sont sauvegardées, les parcs nationaux sont livrés aux flammes. Quand la chose est à tout le monde, elle n'est à personne ; réciproquement, donnons la chose à quelqu'un et elle sera protégée. L'homme peut être bâtisseur et économe plutôt que destructeur et gaspilleur s'il est mis en situation de propriétaire.

**« Propriété et coopération pour gérer la nature »**

Elinor Ostrom, prix Nobel 2009 (elle est morte en 2012), a montré comment les biens environnementaux (forêts, pêcheries, espèces, essences, eau, air pur), comme beaucoup de biens publics, peuvent être gérés avec succès par des communautés locales, les hommes s'accordant pour trouver des solutions pratiques à des problèmes réputés insolubles (et que les gouvernements se font forts de régler, sans aucun succès).

La question posée est donc celle-ci : croyons-nous en la capacité des hommes à s'accorder pour accomplir des actions communes en vue de préserver la nature ? Et finalement : avons-nous foi en l'être humain ?

Les Verts, comme les Rouges, désespèrent de l'humanité. Ils désespèrent de la liberté.

Pour nous, ayons mission de faire connaître les immenses possibilités qu'offrent la propriété, les marchés et les échanges coopératifs. Il faut cesser de regarder du côté de la politique, des Etats et des instances publiques internationales. Regardons les créations des hommes libres.

**Jacques Garello**

## **FEUILLE DE PAIE SIMPLIFIEE OU FALSIFIEE ?**

L'heure est à la simplification : il faut « donner plus de compétitivité » à notre économie. Dans la ligne colbertiste, on a créé un « Conseil de simplification » (sous la IV<sup>e</sup> République, pour enterrer un problème, on créait une commission ; sous la V<sup>e</sup>, c'est un conseil). En avril, ce Conseil a avancé 50 propositions, puis 50 autres fin octobre et d'autres encore au conseil des ministres du 5/11. Parmi ces mesures, la simplification de la fiche de paie : on regroupera plusieurs cotisations. Mais s'agit-il d'un progrès ? D'une part, le coût de l'opération a été chiffré à plusieurs millions d'euros par le Medef, les entreprises ayant à revoir tout leur système de paie. D'autre part, la feuille sera peut-être plus lisible, mais elle ne donnera plus les informations de nature à calculer le salaire complet, le seul élément qui permettrait de savoir ce que les prélèvements obligatoires représentent et qui pourraient indiquer aux salariés ce qu'ils ont réellement gagné et ce que la Sécurité Sociale et l'Etat lui auront coûté. Simplifiée, la feuille de paie sera encore plus opaque.

### **Un vieux serpent de mer**

La feuille de paie française a de quoi impressionner -et rebuter- les salariés. Compte tenu du nombre de prélèvements sociaux, de la complexité des calculs (taux et base varient suivant les situations), il n'est pas rare qu'elle tienne sur deux pages et qu'elle comporte près de 30 lignes, contre 5 en Allemagne. Des mesures de simplification (facultatives) avaient déjà été prises en 2005 ; les entreprises avaient montré peu d'enthousiasme car regrouper des lignes ne simplifie pas les calculs préalables. En 2012, on a suggéré d'ajouter au salaire brut, net et cotisations salariales, les charges patronales, mais de manière facultative.

Bref, rien n'a vraiment changé. Pourquoi ? Parce que la complexité de la feuille de paie traduit la complexité du financement de la protection sociale obligatoire ; regrouper les lignes ne change rien pour l'entreprise, qui doit de toutes façons faire les calculs de chaque sous-rubrique, puis les regrouper en grandes familles. L'entreprise n'y gagne rien et le salarié perd en information, les calculs n'étant plus visibles et devenant plus opaques. Dans tous les cas, l'entreprise doit recourir aux experts-comptables et aux fiscalistes, si le chef d'entreprise ne veut pas finir ruiné pour non-respect de la législation.

Mais le Conseil de simplification a innové : la nouvelle feuille de paie sera utilisable dès janvier 2015 et obligatoire début 2016. Bien entendu, on ne changera rien aux vaches sacrées, c'est-à-dire à la multitude des cotisations, avec la multiplicité actuelle de taux, d'assiettes, de plafonds et de sous-catégories. On sera juste obligé de regrouper les rubriques en grandes familles. Derrière le décor simplifié, la complexité actuelle subsistera avec tout son côté kafkaïen.

### **Simplifier sans rien changer, c'est compliquer**

Mais il y a une grande première mesure simplificatrice, que nos amis de Contrepoints ont bien relevée : on laissera tomber (dans la feuille de paie, pas dans la réalité !) toute la partie concernant les cotisations patronales (qui n'était déjà que facultative et peu développée). En évacuant ce qui est financièrement le plus important, il est sûr qu'on simplifie. Pas grave, affirme le Figaro du 8 octobre « La mention des charges patronales, qui ne concerne pas directement le salarié, disparaîtra ». Le Figaro contribue ainsi à une belle désinformation : Comment laisser croire que les charges patronales ne concernent pas le personnel, alors qu'elles sont bien soustraites à ce que le salarié pourrait gagner ?

Une fois les cotisations patronales évanouies dans le calcul, on en revient à la grande fiction française : la distinction entre salaire brut et salaire net, celui-ci se déduisant de celui-là par soustraction des simples cotisations « salariales ».

La dite « simplification » ne fait que rendre obligatoire un mode de présentation qui était facultatif pour les entreprises (et peu pratiqué) : regrouper les lignes du bulletin de paie. Mais on garde la complexité réelle du système de cotisation. On y perd en transparence, puisqu'on n'aura plus désormais le détail par cotisation, mais seulement les sommes par grandes rubriques.

### **Un écran de fumée**

En d'autres termes, le salarié disposera d'un bulletin de paie qu'il pourra lire plus facilement parce qu'on lui aura caché une partie de la réalité. Alors pourquoi cette réforme ? Ses artisans arguent de la réduction des coûts pour les entreprises : 2 milliards, disent-ils. Mais si l'on en croit les entrepreneurs, c'est tout l'inverse puisqu'ils doivent tenir une nouvelle comptabilité, qui ne supprime pas les anciennes, mais qui les masque et s'y ajoute. Seule économie possible : le papier, puisque la feuille est raccourcie. Cela représentera-t-il deux milliards ? En outre, Contrepoints précise que ce sera l'occasion d'ajouter une nouvelle cotisation en janvier pour le financement mutualisé des organisations syndicales de salariés et d'employeurs. On finançait déjà les syndicats par nos impôts ; cela ne suffisait pas, on les financera aussi par nos cotisations sociales : donner plus d'argent à la CGT ou à FO va sûrement booster la compétitivité de nos entreprises ! >>

## Feuille de paie simplifiée ou falsifiée ? (suite)

Ceci ne simplifiera rien du tout ; ce n'est en réalité qu'un écran de fumée pour continuer à cacher aux Français le vrai coût de la protection sociale. La disparition complète des cotisations patronales amplifiera la désinformation actuelle. En effet, la distinction cotisations salariales/cotisations patronales est totalement artificielle. Que la répartition soit par exemple 100 pour le salaire net, 20 pour les cotisations salariales et 60 pour les patronales, ou qu'elle soit de 100, 40 et 40 ne change rien au fait que l'entreprise dépense 180 et que le salarié reçoit 100.

### De la feuille de paie vérité à la liberté de s'assurer

Ces 80 de charges au total correspondent à ce qu'on appelle parfois « un salaire indirect ». L'expression est trompeuse, car elle suggère que les employeurs ajoutent au salaire une somme élevée pour apporter aux salariés l'avantage d'une protection sociale obligatoire. Mais d'une part, c'est la loi qui rend ces prélèvements obligatoires et en fixe le montant, qu'il s'agisse de la part dite « patronale » ou « salariale » des cotisations. D'autre part, ces sommes ne sont pas des additions au salaire, mais des soustractions. Car c'est sur la valeur réelle du travail effectué par le salarié que l'on a ponctionné ces sommes astronomiques.

La vérité consisterait à dire plutôt : le salarié est dépossédé par la législation d'une grande partie de la valeur du travail qu'il a fourni. Si on lui donnait la totalité de cette valeur, que l'on appellera « salaire complet », il pourrait s'assurer lui-même.

C'est la raison pour laquelle l'ALEPS, avec en première ligne sur ce sujet Axel Arnoux et le soutien total de ses dirigeants, a défendu le salaire complet. Celui-ci vise à faire figurer sur la feuille de paie toutes les cotisations, salariales ou patronales ; cela permet de mettre fin à la désinformation sur la soi-disant gratuité de notre protection sociale. Elle révèle au salarié ce qu'il lui en coûte d'être « assujéti » à la Sécurité Sociale et autres organismes publics.

Le salaire complet imprimé sur la feuille de paie est évidemment un premier progrès. Le progrès suivant consiste à le verser au salarié puis à lui demander de régler lui-même ses charges sociales (ce que fait l'entreprise pour lui actuellement). Très vite, le salarié prendra conscience du montant prohibitif de cette assurance obligatoire et il pourra faire la comparaison avec des contrats privés offrant les mêmes couvertures. Il souhaitera alors changer de système et retrouver la liberté de s'assurer qu'il a perdue. Avec la liberté, chacun aura le choix entre rester dans le système public obligatoire ou s'adresser au secteur privé. Par exemple, des assureurs travaillant en capitalisation pourront offrir des couvertures identiques à un coût inférieur à celui du système par répartition imposé aujourd'hui. Voilà la vérité, voilà ce qui est masqué par la nouvelle feuille de paie « simplifiée ».

**Jean-Yves Naudet**

## Le bateau de la CGT prend l'eau

*Dépôt de bilan de la SNCM, échec de la grève à la SNCF : la CGT moribonde ?*

**L**e bateau de la CGT appartient à la flotte de la SNCM (Société Nationale Maritime Corse Méditerranée). C'est un petit bateau comparé au FRANCE et aux paquebots de la Compagnie Générale Transatlantique, doublement CGT. Il est vrai que le syndicat communiste a toujours choyé la marine marchande et les chantiers navals. Voilà donc la SNCM en voie de disparition, victime de la concurrence déloyale de Corsica Ferry, entreprise capitaliste qui a osé briser le monopole des rotations sur la Corse.

L'actionnaire majoritaire de la SNCM, Transdev, lui-même cousin germain de la SNCF, est présidé par Jean Marc Jumilhac, qui

donne aujourd'hui même une interview aux Echos, qui titrent « La SNCM est le symbole des blocages que rencontre la France pour se réformer ». Le rapprochement est facile à faire avec la SNCF, bloquée aujourd'hui par la CGT, au nom de la « défense du service public ». Jumilhac ne manque pas d'en parler : les bateaux et les trains, même combat. Mais en fait, la CGT accumule les victoires à la Pyrrhus. D'une part, la grève a été peu suivie aujourd'hui, juste assez pour mettre les usagers dans l'angoisse et la révolte. D'autre part, le « service public » en matière de transports ne résistera pas longtemps aux assauts des directives euro-

péennes sur la concurrence : Réseau Ferré de France a déjà dû accepter que des trains étrangers roulent sur ses rails et la quatrième et dernière étape de l'ouverture à la totale concurrence ferroviaire en Europe va se réaliser dans quelques mois.

Enfin et surtout, la CGT non seulement s'est discréditée dans l'esprit des cheminots et perdra encore des voix aux prochaines élections sociales, mais elle a du mal à effacer le scandale causé par les aménagements du domicile de son secrétaire général, Thierry LEPAON, qui a puisé 150.000 euros dans la caisse du syndicat pour pouvoir enfin vivre comme un prolétaire. •

## Collectivisation de la propriété immobilière

*Une surtaxe de 20 % sur les résidences secondaires prévue au budget*

**L**a célèbre phrase de Proudhon, « La propriété c'est le vol », fait toujours recette. « Il faut faire payer les riches », la politique fiscale française en a fait sa devise. Etre riche et être propriétaire est donc une infamie, une injustice que les socialistes de gauche et de droite ont entendu réparer.

Voilà des années que les impôts sur les plus values immobilières ont été inventés, puis augmentés sans cesse. Sous la présidence Sarkozy, on a même avancé l'idée de « plus values potentielles » : même en l'absence de cession à titre onéreux ou gratuit, le propriétaire doit être taxé sur le profit qu'il pourrait réaliser s'il venait à vendre ou à donner : en effet la ponction fiscale doit se faire sur la

valeur actuelle réelle du bien immobilier et non sur la valeur ancienne ! En décembre 2012, on avait échappé de justesse à la « taxe week end », taxe sur les logements qui ne sont que partiellement occupés par des propriétaires qui n'y viennent que pour quelques heures par mois ou par semaine.

On vient d'annoncer à l'instant l'inscription dans la loi de finances 2015 d'une surtaxe de 20 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires situées dans des « zones tendues », telles la région parisienne, les grandes villes, les côtes atlantiques et méditerranéennes, les Alpes, etc. Le principe constitutionnel de l'égalité devant l'impôt en prend un sacré coup. Mais n'est-ce pas

légitime ? Les propriétaires gardent égoïstement des mètres carrés qu'ils pourraient mettre à la disposition de ceux qui sont sans logis ou mal logés : voilà de quoi lutter contre la crise du logement. Car il faut « inciter » les propriétaires à mettre leurs résidences secondaires à la disposition du peuple, solidarité oblige ; droit au logement aussi.

La collectivisation de la propriété immobilière a été la caractéristique majeure des régimes totalitaires. Voici la France engagée dans cette voie. Si on y ajoute la disposition qui va permettre aux agents de l'Etat de pénétrer dans les maisons pour en faire le bilan énergétique, on peut en déduire que c'est un mur maître de la liberté que l'on veut abattre. •

## Obama va-t-il tout perdre ?

*Les élections à mi-mandat peuvent changer la face du Congrès. Mais après ?*

**L**a question faisait la une du Figaro aujourd'hui même. La Chambre des Représentants dans son entier et le tiers des Sénateurs doivent être entièrement renouvelés par les élections dites de « mi-mandat », puisqu'il ne reste plus au Président que deux années à la Maison Blanche. La plupart des pronostics donnent le Président perdant, beaucoup de candidats démocrates ont montré trop de ferveur à soutenir Obama, notamment avec son grand projet de réforme du système de santé (« Obamacare »). Néanmoins un fait surprend beaucoup d'observateurs : le Président ne tire aucun bénéfice de la reprise économique américaine. Cette reprise est incontestable : moins de 6% de chômeurs, donc proche du plein emploi, une crois-

sance économique de 3,5 % au premier puis 4,5 % au deuxième trimestre. Mais sans doute les électeurs américains ne croient-ils pas que la politique budgétaire et monétaire y soit pour grand-chose. En fait, le dynamisme vient de la chute spectaculaire du prix de l'énergie grâce à l'exploitation des gaz de schiste, au point que nombre d'entreprises qui s'étaient expatriées reviennent au pays.

Il faut aussi compter avec la flexibilité du marché du travail et le redémarrage des emplois industriels (notamment dans l'automobile). Mais la flexibilité a abouti à une stagnation des salaires, ce qui donne à des millions de gens le sentiment d'une baisse du pouvoir d'achat.

Bien que les affaires internationales n'intéressent réellement

qu'une faible partie de l'électorat, les échecs de la diplomatie au Moyen Orient ont été mal ressentis, car ils confirment que les Etats Unis ne sont plus les « policiers du monde ».

La question qui se pose maintenant est de savoir s'il y a une alternative sérieuse au socialisme des démocrates. Les Républicains sont partagés entre la ligne de Reagan, une baisse des dépenses publiques et des impôts, et la ligne « consensuelle » qui ne reviendrait ni sur la réglementation (notamment financière) ni sur la progressivité fiscale. Enfin, une grande partie de l'électorat a perdu confiance dans la classe politique. Certes les Tea Parties ont perdu de leur souffle, mais la méfiance à l'égard du gouvernement fédéral est maintenant générale. •

*La Nouvelle Lettre est heureuse de vous livrer en avant première la teneur du discours de Monsieur François Hollande, qui s'adressera aux Français à la télévision après demain, jeudi 6 Novembre. En effet, au retour de son voyage au Canada, le Président de la République a confié à notre rédacteur en chef le soin d'écrire le texte du discours qu'il doit prononcer, estimant qu'il est plus facile à un intellectuel libéral qu'à un politicien socialiste d'expliquer comment le Canada a évité la crise de 2008 en faisant le choix d'une politique ultralibérale.*

*Mes chers compatriotes,*

*Je reviens d'une visite passionnante au Canada. J'ai trouvé les esprits très chagrins à mon retour et je voudrais au contraire vous communiquer l'immense espoir que je rapporte de mon voyage dans ce pays dont l'histoire doit tant à la France : à notre tour nous allons devoir beaucoup au Canada.*

*J'ai trouvé les esprits chagrins et je vous comprends. Des affrontements d'une violence peu commune ont marqué ces derniers jours. Aux drames vécus dans les manifestations, les ministres et dirigeants actuels n'ont su répondre que dans la confusion la plus totale. Madame le ministre de l'Ecologie en particulier a cru bon de désavouer les autorités en place et a mêlé ces événements à la suppression de l'Ecotaxe, que personnellement je n'aurais ni instituée ni supprimée une fois instituée.*

*Mais ce sont les interrogations sur la situation économique et sociale de notre pays qui vous inquiètent, qui m'inquiètent. Ce n'est pas facile.*

*Ce n'est pas facile de présenter aux autorités européennes un projet de budget avec un déficit de 4,5 % du PIB alors que notre pays avait fait la promesse de ne pas aller au-delà de 3 %. Il est encore plus difficile de s'entendre dire par les experts que l'an prochain le déficit sera vraisemblablement de 5,5 %, l'horizon d'un rééquilibrage est sans cesse fuyant.*

*Monsieur le ministre des Finances Publiques, que j'avais considéré jusqu'à présent comme un économiste avisé et compétent, a apporté des explications dont mes amis canadiens ont souri. Certes ses services de Bercy avaient réalisé une prouesse technique la semaine dernière en découvrant en moins de vingt quatre heures les 4 milliards d'euros d'économies que la Commission nous défiait de réaliser. Mais quels arguments plus sérieux opposer à tous ceux qui commençaient à douter de notre politique économique ? Notre ministre a évoqué la trop faible inflation. Il y a une part de vérité dans cette explication, une personnalité canadienne a bien voulu me l'expliquer : grâce à l'inflation, tous ceux qui sont endettés ont à rembourser une somme inférieure à celle qu'ils devaient. Voilà qui allège la dette publique. Mais j'ai tout de même été surpris parce que j'avais toujours pensé que l'inflation diminuait le pouvoir d'achat, puisque tous les prix augmentent quand ils s'expriment dans une monnaie dévaluée. Et la perte de pouvoir d'achat frappe par priorité ceux qui ont des revenus fixes, comme les salariés et les retraités. Ce n'est pas facile, quand on est socialiste, d'accepter de soulager les finances publiques en pénalisant les gens les plus démunis.*

*Fort heureusement, mon voyage au Canada m'a révélé que l'on peut être socialiste (libéral comme disent nos cousins de la belle province) et prendre des mesures plus conformes à l'économie de l'offre, que j'apprécie désormais et dans laquelle s'aventure aussi Monsieur le Premier Ministre. Et voici donc que je vous rapporte l'espoir. Je ne vous rapporte pas l'austérité chère à la droite inspirée par Madame Merkel, je ne vous rapporte pas la démagogie chère à quelques frondeurs. Je vous rapporte la méthode que nos amis canadiens ont appliquée et qui leur a réussi au point que toute leur économie en a été bouleversée, tous les déficits ont disparu et que la crise de 2008 elle-même ne les a pas atteints.*

*En 1995, le Canada était dans une situation aussi dramatique que celle de la France aujourd'hui. La croissance avait disparu, la dette publique avait bondi, le chômage était à plus de 10 % de la population active, les tensions sociales s'amplifiaient. Bref, le Canada était l'homme malade de l'Amérique, voire même de tous les pays dits « riches ». Le 12 janvier 1995, le Wall Street Journal titrait « Le Canada en faillite ». Le premier ministre Jean Chrétien, du Parti Libéral (socialiste donc), élu en 1993 pour réparer les dégâts financiers causés par la droite conservatrice, va prendre des mesures d'une brutalité apparente, mais qui ont finalement été bien accueillies par la population, d'autant plus qu'elles ont sauvé durablement le Canada. Il a décidé de diminuer de 20 à 25 % le budget de tous les ministères, ce qui souvent n'a pu se faire qu'en privatisant certaines activités, comme la poste. Les fonctionnaires les plus âgés ont été mis à la retraite d'office, avec une indemnisation d'un an de salaire. Les salariés plus jeunes ont eu un an pour trouver un emploi soit dans une autre administration, soit dans le privé. Ainsi, en moins de cinq ans le nombre de fonctionnaires a diminué de 20 %. Croyez-moi, chers compatriotes, cela s'est fait sans heurt, sans manifestation et le résultat a été là : la dette fédérale a été réduite : de 68 % du PIB en 1994 elle est tombée à 27 %. A partir de 1997, le budget a été excédentaire, ce qui a permis cette réduction. Il sera toujours excédentaire jusqu'en 2008. La crise financière et économique n'a pas concerné le Canada et nos amis canadiens m'ont fait remarquer qu'il en avait été de même en Australie, en Nouvelle Zélande où l'on avait également diminué la part du secteur public dans l'activité nationale.*

*Alors, mes chers compatriotes, ne pourrions-nous pas également réussir en moins de cinq ans ce que les Canadiens ont su faire ? Je sais pouvoir compter sur l'adhésion des partenaires sociaux parce qu'ils comprennent maintenant que les privilèges qu'ils défendaient jusqu'à présent sont en train de disparaître. Je sais pouvoir compter sur le dynamisme des personnes qui bénéficient aujourd'hui du statut de la fonction publique, parce qu'ils comprennent maintenant que la vie de rond-de-cuir est sans attrait et que la bureaucratie étouffe leur désir de progresser et l'expression de leurs compétences.*

*Vous le voyez : ce n'est pas difficile. Je vais demander dès demain matin à Monsieur le Premier Ministre de constituer une équipe de personnes de qualité capables de mettre en œuvre, dans les délais les plus brefs, la Nouvelle Politique Economique. Nous allons retrouver la voie du progrès, de la prospérité et de la liberté.*

*(Marseillaise)*

*PS : Peut-être certaines phrases mériteraient-elles d'être plus affinées, mais vous m'avez demandé de vous remettre ce manuscrit ce soir même, ce n'est pas facile.*



## La désinformation économique des médias publics

### Les étudiants libéraux relèvent les mensonges d'Arte

*Avec le Manifeste, le drapeau libéral a été à nouveau hissé. Nous en avons parlé la semaine dernière. C'est au tour des étudiants libéraux d'affirmer leurs convictions, en dénonçant la scandaleuse émission diffusée par ARTE, chaîne publique, qui travestit l'histoire du libéralisme. Voici quelques extraits de cet article, repris par Le Figaro.*

#### **Au secours, ils veulent la peau du libéralisme !**

La série « Capitalisme », diffusée par Arte du 14 au 28 octobre s'est confondue en amalgames intellectuels dommageables pour cette chaîne qui nous a habitués à des émissions de qualité. Les six épisodes ont été présentés comme une histoire objective ; ils débouchent sur un discours partisan à charge.

[...] Il s'agit de comprendre la mécanique du capitalisme, présenté comme "le plus grand des prédateurs"[...]. L'esclavagisme [serait] une émanation quasi-parfaite des idées « libérales » d'Adam Smith alors que celui-ci a été l'un des premiers philosophes à s'engager contre l'esclavage. Il est d'ailleurs cité aux côtés de Victor Schoelcher au mémorial de l'abolition de l'esclavage à Nantes.

Il n'est pas acceptable que l'argent de tous serve à financer l'idéologie de certains. Les économistes interviewés sont tous politiquement engagés et le socialiste Thomas Piketty est accueilli comme le seul « expert économiste ».

[...] Il y a bien un capitalisme dévoyé fondé sur les liens incestueux entre le pouvoir et l'argent, le vrai désastre d'un capitalisme de connivence systémique à la française dont nous subissons lourdement les conséquences aujourd'hui. Subventions, protections légales pour éliminer la concurrence, fiscalité avantageuse : certaines entreprises et nombre de professions « réglementées » obtiennent de l'Etat des privilèges législatifs, administratifs ou fiscaux qui faussent l'équilibre du marché, figent des inégalités.

Mais ce capitalisme de connivence est unanimement critiqué par les défenseurs de l'économie libre. S'il existe un capitalisme d'Etat, Arte le confond avec le libéralisme qui, lui, puise ses sources dans une vision philosophique qui défend la liberté pour chacun, le respect individuel et réciproque, l'état de droit pour tous, sans aucun privilège particulier. Le capitalisme libéral a été à l'origine de la Richesse des nations et il continue d'innover comme le montrent les solutions nouvelles propres aux échanges entre individus en dehors de chemins balisés par l'Etat.

[...] Lorsqu'une chaîne publique aborde des sujets sensibles, qu'elle veille à ouvrir le débat à toutes les sensibilités, sans considération des clivages politiques traditionnels qui n'ont pas leur place dans ce débat que nous situons plutôt entre, d'une part, constructivistes de droite et de gauche, et, d'autre part, libéraux partisans d'une société libre.

*Le collectif signataire de ce texte comprend : l'ALEPS, l'IREF, IES Europe, Institut Coppet, Institut Economique Molinari, Institut Turgot, Génération Libre, et surtout le réseau de Students for Liberty : Paris, Aix Marseille, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Rennes, Strasbourg.*



Le Cercle Frédéric Bastiat, le CEREL et les éditions Libréchange vous invitent au prochain Forum des Libertés

**Vendredi 14 novembre  
à 20h30**

À bord du MARCO POLO,  
ponton Montesquieu,  
quai des Queyries, à Bordeaux

Ils recevront  
**Nicolas LECAUSSIN**  
autour de son dernier  
ouvrage

### L'OBSESSION ANTILIBÉRALE FRANÇAISE

Participation : 29 € (22 € pour  
étudiants et sans emploi)  
Renseignements : 06 15 06 23  
10 ou 07 82 65 08 94

**Inscription souhaitée avant le 8  
novembre à l'adresse suivante :**

CEREL/Cercle Frédéric Bastiat  
70, rue Mazarin  
33000 BORDEAUX  
harmoeco@hotmail.fr  
www.cerel-cfb.org

**Le cercle Frédéric Bastiat  
organise un dîner débat**

**Le samedi 6 décembre  
à 19h30**

A l'hôtel Calicéo,  
à Saint-Paul-Lès-Dax

**Avec le Professeur  
Pascal SALIN**

sur le thème

**L'indispensable  
réforme fiscale**

**Pour tout renseignement :**  
[www.bastiat.net](http://www.bastiat.net)

**Pour contacter le Cercle :**  
[cercle.bastiat@gmail.com](mailto:cercle.bastiat@gmail.com)  
ou au 05 59 45 36 47

**Mardi 11 novembre étant férié, le prochain numéro de la Nouvelle Lettre sera daté du mardi 18 novembre.**